

L'INÉGALITÉ DES REVENUS AU CANADA

Rapport présenté au Comité permanent des Finances

Le 5 avril 2013

Partout au Canada et dans le monde, les femmes sont de plus en plus obligées d'occuper des emplois précaires et non protégés, et elles sont incapables de subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille. Outre leurs responsabilités familiales et communautaires, les femmes font des pieds et des mains pour joindre les deux bouts et occupent des emplois temporaires, à temps partiel, occasionnels et saisonniers (Oxfam, 2005). Les femmes sont représentées de manière disproportionnée dans les emplois précaires, en grande partie en raison du « triple fardeau » qu'elles portent en tant que mères, travailleuses et intervenantes communautaires.

Le YWCA d'Hamilton est engagé à créer une collectivité qui donne une plus grande place aux femmes et aux jeunes filles, qui leur offre davantage de choix, qui établit un leadership dynamique et qui offre des services essentiels et significatifs faisant la promotion de modes de vie sûrs, non sexistes et équitables. Nous sommes conscients que cette étude vise à recueillir des recommandations sur les meilleurs moyens d'améliorer l'égalité des chances et la prospérité de tous les Canadiens, recommandations que nous comptons fournir en adoptant une perspective fondée sur le sexe. L'inégalité des revenus touche les Canadiens sous des formes très différentes, c'est pourquoi il est important de reconnaître et régler les lacunes du système qui peuvent empêcher certains groupes démographiques d'atteindre l'égalité complète.

En novembre 2012, le YWCA s'est associé à l'Université McMaster pour rédiger un rapport sur la pauvreté chez les femmes, dans lequel sont signalés certains des obstacles institutionnels qui se dressent devant les femmes en quête d'égalité. Ce rapport a été présenté au Caucus anti-pauvreté multipartite au cours d'une assemblée communautaire qui s'est tenue à Hamilton, en Ontario. Les invités de l'assemblée, organisée par la Table ronde pour la réduction de la pauvreté à Hamilton, comptaient notamment la députée Chris Charlton, le député Michael Chong, le sénateur Art Eggleton et le sénateur Don Meredith. Notre rapport portait principalement sur des solutions réalistes que le gouvernement pourrait mettre en place et qui tiennent compte de la corrélation entre l'emploi, l'éducation, la santé et les effets de ces facteurs sur les femmes qui vivent dans la pauvreté.

« Parmi les travailleurs permanents à temps plein, l'écart salarial entre les hommes et les femmes était de 24 400 \$ en 2010. C'est plus qu'en 1976. »

Conseil de planification sociale et de recherche d'Hamilton

La ségrégation passive des sexes dans le marché du travail, combinée à la dévalorisation des aptitudes traditionnellement « féminines » par les employeurs, perpétue la culture dans laquelle évoluent les femmes sur le marché du travail et contribue aux pressions systémiques qui favorisent l'inégalité des revenus. Tout en étant approfondi, le rapport a présenté des recommandations réalistes dont les grandes lignes sont exposées ici.

Création de programmes communautaires de promotion de la santé axés sur les femmes

Toutes les politiques et tous les programmes visant à améliorer la santé des femmes vivant dans la pauvreté doivent directement mettre ces femmes à contribution. Il est important de reconnaître que ces femmes sont des agentes dynamiques au sein du processus, et non des bénéficiaires passives. Un organisme, Women Organizing Activities for Women (WOAW), a créé un environnement non sexiste qui permet aux femmes de faire des choix et de participer au leadership partagé et à la prise de décisions. Cet organisme se sert de la recherche participative pour mieux comprendre la santé des femmes et la pauvreté qui les touche, ainsi que ce qui relie ces facteurs à la recherche d'un emploi stable et fructueux.

Garde d'enfants entièrement financée

La Suède et le Danemark consacrent la plus grande part de leur PIB à des dépenses sociales comme la garde d'enfants et d'autres formes d'assistance aux citoyens. Ces pays investissent dans le développement des capacités humaines de leurs citoyens par le truchement de politiques sociales universelles, notamment la garde d'enfants, qui se traduisent par la réussite économique, un faible taux de pauvreté, un faible de taux de criminalité et un niveau de vie satisfaisant pour tout le monde. Le Danemark finance un système universel de garde d'enfants de grande qualité. Les frais déboursés par les parents sont plafonnés et les familles à faible revenu bénéficient d'une réduction. Le service est offert aux parents lorsque l'enfant atteint l'âge d'un an, jusqu'à ce qu'il commence l'école. (Baker, 2002)

Investir dans l'éducation préscolaire diminue le « double fardeau » que portent de nombreuses familles traditionnelles. Cela permet aussi aux femmes d'intégrer le marché du travail et de contribuer à l'économie sans devoir en arriver à occuper des emplois précaires. Au cours des deux dernières années, à Hamilton, la liste d'attente pour l'allocation pour garde d'enfants a doublé et elle compte maintenant plus de 1 700 familles. (SPRC, 2013)

Le YWCA d'Hamilton attend avec impatience les conclusions de l'étude sur l'inégalité du revenu et, plus encore, les mesures qui en découleront. Nous militons en faveur d'une stratégie nationale globale sur la pauvreté, d'une stratégie nationale du logement comportant un volet qui tient compte du sexe, et d'une mesure législative qui ferait de l'équité salariale un droit de la personne. Nous croyons que cette étude est un pas dans la bonne direction.

Denise Doyle

PDG, YWCA, Hamilton